

Des normaliens et normaliennes très engagés hors ligne, plus silencieux en ligne

Baptiste Coulmont (ISP, ENS Paris-Saclay), Leïla Fardeau (ISP, ENS Paris-Saclay et INED) et Marion Michel (IDHES, ENS Paris-Saclay)

En nous appuyant sur une enquête par questionnaire menée simultanément dans neuf universités françaises et à l'École normale supérieure Paris-Saclay, nous interrogeons les pratiques politiques et les usages des réseaux sociaux numériques. Si les populations étudiantes et normaliennes sont très différentes sur le plan socio-démographique, leurs pratiques politiques se ressemblent. Mais les normaliens et normaliennes font preuve d'une grande prudence dans l'expression en ligne de leurs opinions.

Introduction

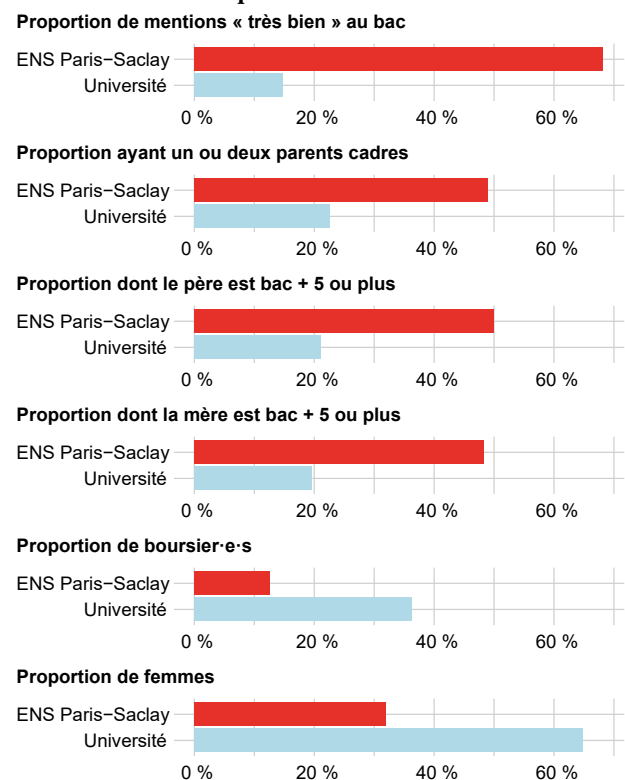
À l'École normale supérieure Paris-Saclay, la majeure partie des étudiant-e-s sont fonctionnaires-stagiaires après une réussite au concours d'entrée. Ce statut d'élève normalien, ou de fonctionnaire-stagiaire est adossé à une obligation d'engagement décennal, conçu à l'origine pour garantir le maintien dans la fonction publique des meilleur-e-s étudiant-e-s (Bataille, 2014). Comment ces quasi-fonctionnaires encore en étude et leurs camarades étudiant-e-s font-ils usages des réseaux sociaux, notamment sur le plan de l'expression des opinions ? Quelles sont leurs pratiques politiques ? Comment ces pratiques en ligne s'articulent-elles avec des pratiques d'engagement (politiques, militantes, associatives) hors ligne ?

Les réseaux sociaux numériques sont aujourd'hui des acteurs incontournables de l'expression politique des individus, et en particulier des plus jeunes. Ils permettent par exemple de prolonger les formes de militantisme hors ligne (Paulhet *et al.*, 2022) mais sont également le point de départ de certaines mobilisations (#MeToo). L'enquête « L'engagement étudiant » (ETUPOL, voir l'encadré p. 4) menée à l'École normale supérieure Paris-Saclay et dans neuf autres universités, s'intéressait notamment aux usages des réseaux sociaux et aux pratiques politiques des étudiant-e-s. Elle questionnait à la fois leurs pratiques politiques en ligne, mais également leur articulation avec des engagements militants et associatifs traditionnels. Les résultats exposés ici portent sur les 245 questionnaires remplis à l'École et 5803 questionnaires d'étudiant-e-s de niveau d'étude équivalent des neuf autres universités.

Des étudiants sélectionnés

Comme l'indique la Figure 1, la population normalienne est très différente de la population des neuf universités enquêtées, même lorsque l'on ne considère que les étudiant-e-s de niveau L3, M1 ou M2, pour comparer les étudiants à niveau d'étude égal. Le recrutement scolaire très sélectif des normaliens et normaliennes explique que près de 70 % d'entre eux

Figure 1. Composition sociale de l'ENS Paris-Saclay et des universités enquêtées



Champ : étudiant-e-s de niveau L3, M1 et M2, non réponses exclues.

Lecture : 63 % des étudiant-e-s des universités enquêtées sont des femmes.

déclarent avoir obtenu le baccalauréat avec mention « très bien », soit environ cinq fois plus que les étudiant-e-s du même âge. La réussite scolaire étant liée à l'origine sociale, la population normalienne est issue de parents souvent cadres (deux fois plus fréquemment que pour les étudiants), et de parents très diplômés, puisque près de 50 % des normaliens et normaliennes déclarent que leur père a au moins un diplôme « bac + 5 ». Cette sélectivité sociale explique que la proportion de boursiers soit trois fois plus élevée dans

les universités qu'à l'ENS Paris-Saclay, où 12 % environ des répondant-e-s au questionnaire ont déclaré être boursier ou boursière. Enfin, en raison du poids que représentent des disciplines comme les sciences de l'ingénieur, la physique ou les mathématiques, peu féminisées, près de deux tiers des normaliens sont des hommes, alors qu'ils ne représentent qu'un tiers de la population des neuf universités de l'enquête.

Des pratiques similaires

L'écart social très important entre les normaliens et normaliennes et les étudiant-e-s des universités pouvait laisser entrevoir des différences aussi très importantes dans d'autres domaines.

Pourtant (Tableau 1) les universitaires et les normalien-ne-s déclarent souvent des pratiques similaires. 99 % des un-e-s comme des autres disent être inscrit-e-s sur l'un au moins de la douzaine de réseaux sociaux proposés (LinkedIn, Facebook, TikTok...). Seuls quelques irréductibles refusent toute participation numérique. Les formes de socialisation politique familiales se ressemblent aussi très fortement : plus de 8 sur 10 disent avoir assisté à des conversations politiques en famille, les trois quarts se souviennent avoir assisté en famille à des soirées électorales à la télévision... Les normaliens et normaliennes se souviennent cependant plus que les étudiants des universités avoir accompagné leurs parents dans l'isolement (la différence est de presque dix points), ce qui est peut-être dû à la plus grande participation politique de leurs parents, ou au fait que ces derniers sont plus souvent de nationalité française que les parents des étudiant-e-s universitaires.

Mais la pratique, minoritaire, d'accompagner les parents en manifestation ne distingue pas non plus les normalien-ne-s des universitaires : un peu moins de deux sur dix déclarent avoir participé à des manifestations avec leurs parents.

Les questions sur les pratiques récentes, comme la participation à des manifestations, distinguent là aussi peu les normaliens des universitaires, même si les normaliens et normaliennes déclarent plus fréquemment avoir manifesté avec des amis (six points de différence) ou d'autres étudiants (cinq points de différence), signe, peut-être, d'une sociabilité estudiantine plus intense.

Tableau 1. Des pratiques politiques similaires

	ENS Paris-Saclay	Université
Question : Discussions politiques...		
avec des amis	81 %	80 %
avec des frères et sœurs	56 %	56 %
avec les parents	74 %	73 %
Question : Avant 18 ans, en famille avoir...		
assisté à des conversations politiques	84 %	81 %
participé à des manifestations	18 %	16 %
regardé des soirées électorales	75 %	73 %
été voter avec ses parents	77 %	69 %
Question : Inscrit...		
sur un réseau social	99 %	99 %
Question : Depuis l'entrée à l'université, avoir été manifesté		
avec des amis	45 %	39 %
avec d'autres étudiants	22 %	17 %
avec ses parents	15 %	14 %

Lecture : 14 % des étudiant-e-s ont déclaré avoir été manifesté avec leurs parents, depuis leur entrée dans le supérieur.

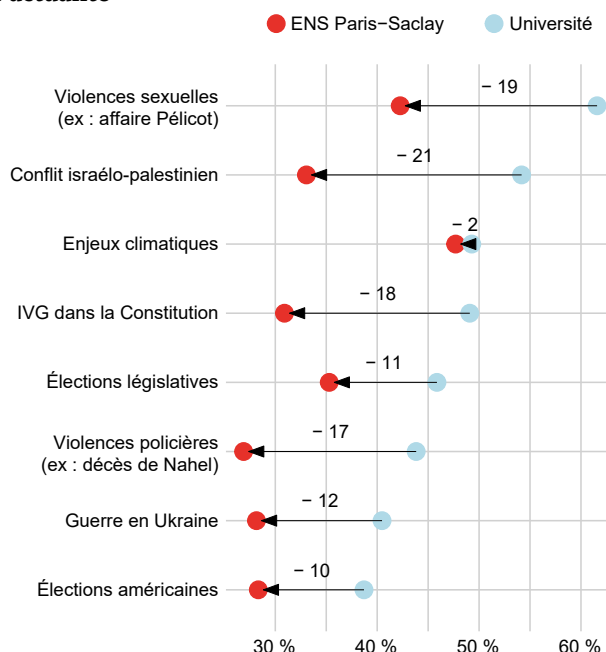
Bien que moins socialement et scolairement sélectionnée que la population normalienne, la population étudiante l'est quand même : les universitaires ont passé le bac, ils ont « survécu » aux premières années d'université, ce qui explique peut-être certaines proximités.

Une norme de distinction qui impose une retenue dans l'expression publique en ligne

Les deux populations font cependant un usage bien différent des réseaux sociaux numériques. Le questionnaire posait la question suivante : « Parmi les actualités marquantes suivantes, lesquelles ont suscité une réaction de votre part via les réseaux sociaux ? » Suivait une liste : *Enjeux climatiques, Conflit israélo-palestinien, Guerre en Ukraine, Violences sexuelles (ex : affaire Pélicot), Élections législatives, IVG dans la Constitution, Violences policières (ex : décès de Nahel), Élections américaines.*

Dans l'ensemble, comme le montre la Figure 2 les normaliens et normaliennes moins, voire beaucoup moins, à l'actualité sur les réseaux sociaux quand on les compare aux universitaires. Alors que plus de 60 % des universitaires ont déclaré avoir « partagé, commenté, réagi ou liké » les actualités concernant les violences sexuelles et sexistes (VSS), ce n'est le cas que d'un peu plus de 40 % des normaliens (soit dix-neuf points de moins). Cette moindre fréquence s'explique

Figure 2. Fréquence des réactions en ligne à huit thèmes d'actualité



Champ : étudiant-e-s de niveau L3, M1 et M2, non réponses exclues.

Lecture : 38 % des étudiant-e-s des universités enquêtées ont déclaré avoir réagi, sur les réseaux sociaux, aux actualités concernant les élections américaines.

en partie par la composition majoritairement masculine du corps étudiant normalien, les hommes réagissant systématiquement moins fréquemment que les femmes sur ce thème. Mais ces fréquences moindres se retrouvent ailleurs.

Les différences sont en effet du même ordre pour les actualités concernant le conflit israélo-palestinien, l'intervention volontaire de grossesse ou les violences policières. La fréquence des réactions des normaliens est de dix-sept à vingt-et-un points de pourcentage inférieure à celle des universitaires.

Réagir à ces actualités oblige à prendre une position publique qui est aussi une position sur l'échiquier politique.

Des sujets peut-être moins controversés, comme les élections législatives de 2024, les élections aux États-Unis ou la guerre en Ukraine distinguent moins les deux populations, même si les normaliens, là encore, réagissent moins souvent : environ dix points de pourcentage distinguent les deux populations.

Seules les actualités concernant les enjeux climatiques suscitent le même niveau de réaction chez les normalien-ne-s et les universitaires. D'un côté les étudiant-e-s sont, parmi les jeunes, les plus mobilisés sur la question environnementale (Peugny, 2023) : le clivage se fait avec les non-diplômés. L'attention institutionnelle de l'ENS à cette question (journées d'information lors des rentrées, activités associatives, diplôme « Areco, sciences pour les transitions écologiques », fresque du climat, présence du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ou GIEC dans les locaux de l'École...) a peut-être des effets : l'étude des « enjeux climatiques » fait partie de l'identité de l'École et n'est pas un thème controversé.

Ces chiffres sont *a priori* surprenants, car plusieurs études sur les usages des réseaux sociaux numériques montrent que l'investissement en ligne est associé à des ressources sociales importantes. Ainsi Julien Boyadjian (Boyadjian 2020) souligne que, parmi les étudiants, les publics socialement sélectionnés (licences de science politique, classes préparatoires aux grandes écoles, étudiants des instituts d'études politiques) sont plus investis politiquement en ligne que les étudiants et étudiantes des filières moins sélectives : les moins investis en ligne sont plus souvent issus de filières plus populaires. Les espaces numériques fonctionnent alors comme le reste de la société : les personnes les plus dotées se sentent plus à l'aise avec l'expression politique.

Plusieurs auteurs attirent notre attention vers l'effet des filières et du genre. Albenga (2021), dans une enquête sur le militantisme féministe en ligne, montre que le militantisme attire particulièrement les étudiantes en langue et communication. Les étudiantes interrogées insistent sur leur foi en la communication pour changer le monde (Pavard *et al.*, 2020). La population normalienne, majoritairement masculine et suivant des études de sciences expérimentales ou fondamentales, diffère de la population des neuf universités enquêtées, plutôt féminine et inscrite en lettres et sciences humaines et sociales. Cependant, même à caractéristiques égales, les normaliens et normaliennes restent plus prudent-es que les universitaires. Cette distance aux manifestations de soi sur les réseaux est alors peut-être à relier à ce que montrent Jérôme Pacouret et ses collègues (Pacouret *et al.*, 2024) : « d'autres pratiques dont la valeur dépend de l'inégale distribution entre les groupes sociaux et des luttes symboliques qui opposent ces groupes, [l]es usages des réseaux sociaux sont susceptibles de produire des profits symboliques ». L'universalité, chez les étudiants et étudiantes, de l'inscription sur les réseaux ne signifie pas que toutes les pratiques se valent. Si tout le monde est sur les réseaux, et si donc cette inscription n'est pas distinctive, alors les usages peuvent devenir distinctifs. Et cela transforme peut-être la manifestation de ses opinions en pratique vulgaire, que les normaliens éviteraient alors. La très faible inscription déclarée à TikTok (11 % des normalien-ne-s contre 53 % des universitaires), réseau plus récent et donc à la légitimité moindre, viendrait confirmer cette interprétation.

Les réseaux privilégiés par les normaliens et normaliennes (par comparaison avec les universitaires), à savoir WhatsApp et LinkedIn, reposent moins que d'autres (TikTok, Twitter-X...) sur l'incitation à « liker » et commenter.

Ce silence sur les réseaux pourrait aussi être relié aux possibilités multiples d'expression « hors ligne » qui font concurrence à l'expression « en ligne ». Certaines personnes – notamment les femmes racisées selon Viviane Albenga (2021) – préfèrent s'engager en ligne plutôt qu'hors ligne, par crainte, par exemple de subir des violences en manifestation. Normaliens et normaliennes ne sont peut-être pas confrontés à ces situations. Le monde des réseaux sociaux numériques n'est plus, alors, un refuge, ni même une arène envisagée comme liée à « l'engagement sur des sujets politiques et sociaux » (15 % des étudiant-e-s des universités indiquent utiliser les réseaux sociaux pour cette raison, contre 9 % des normaliens et normaliennes).

Par rapport à la plupart des enquêtes précédentes sur l'usage des réseaux sociaux numériques, l'enquête ETUPOL demande aux répondant-e-s plus de précision dans leurs usages publics des réseaux (réaction, commentaire, partage). Elle conclut de ce fait sur un résultat particulièrement intéressant, celui d'une norme de discrétion en ligne, chez des étudiants de classes supérieures.

Une sociabilité intense qui conduit à éviter certaines expressions

La sociabilité normalienne pourrait être à l'origine de cette prudence en ligne.

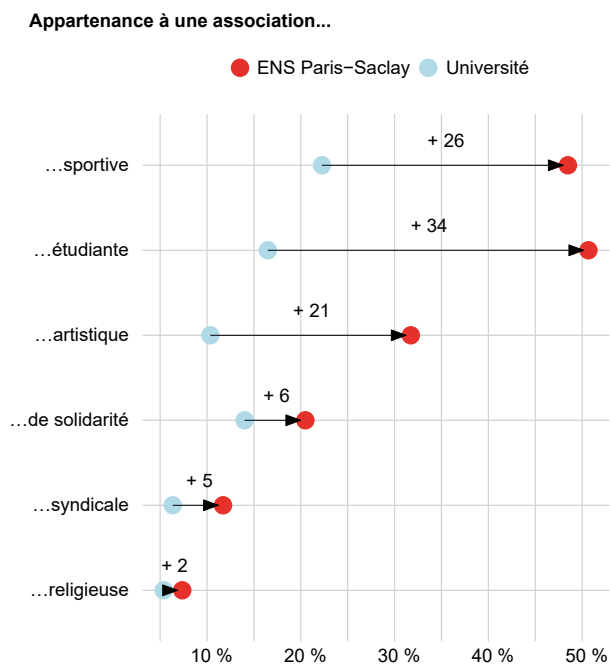
Réagir en ligne à une actualité controversée, c'est s'exposer. S'exposer en ligne tout d'abord et être confronté à des réactions sur les réseaux sociaux. S'exposer « hors ligne » aussi quand les identités sont perméables et que l'individu sur le réseau est aussi une connaissance. Or la sociabilité normalienne est plus intense que la sociabilité universitaire. Les effets produits par la similitude des cursus (classes préparatoires) sont renforcés par la taille réduite de l'École et un maillage associatif serré.

Une question, dans l'enquête, permet de donner une idée de la sociabilité au sein de l'École. Comme le montre la **Figure 3**, quel que soit le type d'association, la proportion de normaliens et normaliennes déclarant une adhésion est plus importante. La moitié des normaliens et normaliennes déclarent ainsi adhérer à une association sportive ou une association étudiante, alors que cela ne concerne qu'un étudiant universitaire sur cinq. Les écarts sont aussi très visibles pour les associations artistiques (vingt points de plus). Pour ce qui concerne les associations religieuses, les syndicats ou les associations de solidarité, et regard de leur caractère minoritaire (elles concernent entre 5 et 20 % de l'échantillon), la sur-adhésion des normaliens est tout aussi significative.

Une réaction en ligne peut donc déborder hors ligne.

Cette sociabilité oblige les normaliens et normaliennes à fréquenter des personnes d'opinions politiques différentes. 72 % des normaliens déclarent qu'ils n'ont aucun problème à « avoir des ami-es proches avec qui ils ne partagent pas les mêmes idées politiques », soit dix-huit points de pourcentage de plus que les étudiants universitaires. Ces derniers sont ainsi beaucoup plus nombreux que les normaliens à déclarer ne pas avoir d'amis dont les idées politiques diffèrent. Or, comme le souligne Julien Boyadjian (2020), « l'hétérogénéité politique de son entourage numérique et la volonté de "séparer les publics" » peuvent conduire « à ne pas exposer ses opinions politiques ».

Figure 3. Proportion d'étudiants et d'étudiantes déclarant être membre d'une association



Champ : étudiant-e-s de niveau L3, M1 et M2, non réponses exclues.
Lecture : 5 % des étudiant-e-s des universités de l'enquête ont déclaré appartenir à une association religieuse.

Conclusion

Contrairement à ce qui est attendu au regard de leur origine sociale et du volume de leurs ressources symboliques, les normaliens et normaliennes font un usage limité, voire prudent, des réseaux socionumériques : ils et elles expriment moins fréquemment leurs opinions que les étudiants et étudiantes des neuf universités enquêtées.

Cette exposition réduite l'est pour des raisons variées dont les effets se cumulent probablement. Des filières différentes, des réseaux différents, des possibilités d'expression hors ligne plus accessibles, une recherche de la distinction, des formes de sociabilité spécifiques... contribuent diversement à cette forme spécifique de prudence numérique.

Ce que nous avons appelé « prudence » ici est peut-être enfin l'expression d'une inquiétude face à l'exposition de soi en ligne, à un moment où ils et elles sont toutes et tous inscrit-e-s et présent-e-s sur un réseau social, et à un âge où les élèves et étudiant-e-s de l'École commencent à envisager un avenir professionnel. Si c'est le cas, des séances de formation et de sensibilisation aux usages des médias et à l'expression en ligne pourraient être utiles.

Dans la même collection :

Ingrao (Tristan), « [Les normaliens BL recrutés entre 1992 et 2006](#) », *Documents Études Recherches SHS*, n° 1, décembre 2023

Coulmont (Baptiste) et Michel (Marion), « [L'argent n'est pas un problème](#) », *Documents Études Recherches SHS*, n° 2, mai 2024

Directeur de la publication : Jean Bérard, directeur par intérim du DER SHS.

Bibliographie

- Albenga, V., (2021), [La socialisation au féminisme des étudiant-e-s par les médias après #MeToo](#), *Politiques de communication*, 17, 53-78.
- Bataille, P., (2014), *Des cheminements sur la voie royale*, Thèse de doctorat, Université de Lausanne.
- Boyadjian, J., (2020), [La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles](#), Paris, Injep.
- Pacouret, J., Bastin, G. et Marty, E., (2024), [L'espace social des réseaux sociaux. Une approche relationnelle de l'usage des plateformes numériques en France](#). *Sociologie*, 15(2), 119-146.
- Paulhet, J.-B., Mabi, C. et Flacher, D., (2022), [Comment déclencher une mobilisation numérique de masse ? Le cas de « L'Affaire du Siècle » sur Facebook](#). *Réseaux*, 234, 195-229.
- Pavard, B., Rochefort, F., Zancarini-Fournel, M., (2020), *Ne nous libérez pas, on s'en charge. Une histoire des féminismes de 1789 à nos jours*, La Découverte, coll. « Sciences humaines ».
- Peugny, C., (2023), [Plus jeunes donc plus vert ?](#). *Revue française de science politique*, 73(1), 41-62.

Note méthodologique

L'enquête « [L'engagement étudiant](#) » (ETUPOL, collectif POF, 2024) porte sur les engagements et les pratiques politiques des étudiants dans dix établissements partenaires : Paris-Nanterre, Vincennes-Saint-Denis, Brest, Le Havre, Nantes, Tours, Caen, Saint-Étienne, Saint-Quentin-en-Yvelines et l'École Normale Supérieure Paris-Saclay. Elle a interrogé 13 218 étudiant-e-s en novembre 2024 au moyen d'un questionnaire élaboré collectivement, par les étudiant-e-s et les enseignant-e-s au cours du semestre. À l'École normale supérieure Paris-Saclay, l'enquête a été réalisée par les normalien-ne-s de première année en majeure de sociologie ou d'histoire sous la coordination de Marion Michel et Leïla Fardeau, toutes les deux ATER au Département d'études et de recherches en sciences humaines et sociales. Cette enquête a fait l'objet d'une déclaration auprès d'un délégué à la protection des données et est conforme aux normes du RGPD et de la Loi informatiques et libertés modifiées. Les données récoltées sont anonymisées conformément aux directives de la Cnil et selon le RGPD. Cette enquête a permis de collecter, dans des salles de cours tirées au hasard, à l'ENS Paris-Saclay, 245 questionnaires. Le traitement statistique a été réalisé à l'aide du logiciel R.

Cette enquête s'inscrit dans un partenariat avec l'Université Versailles-Saint-Quentin, dans le cadre d'un projet pédagogique innovant « OSER » nommé « EPSE : enquêter par et sur les étudiant-e-s », financé par l'Université Paris-Saclay.

Liste des étudiant-e-s : Laureline Brun, U.A., Jade Chekairi, Clara Comte, Martin Créte, Eloïse Davy, L.G., Arthur Hosten, Lou Kieffer, Déborah Le Roux, Elvire Lecointe, J.L., Z.M., Suzie Margiocchi, Louane Muntz, T.O., Gianni Sancère, Agathe Vandeville.

Si la représentativité de l'échantillon est relativement bonne à l'échelle de chaque université étudiée (ou de chaque UFR étudiée), il est impossible de faire de cette enquête une enquête représentative de l'ensemble de la population étudiante en France du fait de la spécificité des universités partenaires (plutôt des universités de sciences humaines et sociales, au recrutement plus populaire).

